IRF – DESCRIPTIF DE PROJET **FORMULAIRE 2.1**

United Nations Peacebuilding Support Office

Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) / Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds

Intitulé du projet : Promotion de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso).	**Organisation(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) :** PNUD Burkina Faso
Personne à contacter concernant le projet au Burkina Faso : **Nom et Prénom** : Corneille Agossou, **Titre** : Directeur Pays du PNUD **Téléphone** : 00 226 75 87 00 01 **E-mail** : corneille.agossou@undp.org	**Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (Gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :** Secrétariat de la Commission Nationale des Frontières, gouvernorat de la région du Sahel, Mairie de Dori, Ministère de la Jeunesse, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle
Site du projet : Dori, Burkina Faso	
Descriptif du projet : *Décrire en une phrase le principal objectif du projet.* Ce projet a pour objectif de promouvoir la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso).	**Fonds pour la consolidation de la paix :** 1.000.000 $ **Apport gouvernemental** **Autre :** **Date de démarrage :** 15 Août 2017 **Date d'achèvement :** 15 janvier 2019 **Durée totale (en mois) :** 18 Mois.

« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : [1] _ 2 __
Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.
Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.
Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.
Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.

Résultats du projet : La sécurité communautaire et la cohésion sociale des populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont améliorées à travers des interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Les populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso vivent mieux en sécurité et dans la cohésion sociale grâce aux interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Domaine de résultat du Fonds[2] résumant au mieux l'objectif du projet (*choisir un seul*) : **Domaines Prioritaires 2 et 3**. Le projet répond au besoin de promotion d'une cohésion nationale au sein des populations et de renforcement de la sécurité communautaire à travers des interventions contribuant aux domaines prioritaires « Réconciliation nationale », « Gestion des ressources naturelles » et « Moyens de subsistance durables » du Fonds de Consolidation de la Paix. Il mettra en œuvre des activités devant permettre de consolider le tissu social, de gérer les ressources naturelles et de prévenir les conflits.

[1] PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.
[2] Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :
1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :
(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit ; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration ; (1.4) Dialogue politique ;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.1) Démocratie ; (2.3) Gestion/ résolution des conflits ;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
(3.1) Génération d'emplois ; (3.2) Services de base.
4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).
(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels ; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ;
(4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

(Pour les projets financés par l'IRF)

Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU, Burkina Faso	**Représentant des autorités nationales du Burkina Faso**
UNDP Burkina Faso *Nom du Représentant :* ***Corneille Agossou*** ***Titre*** *: Directeur Pays* ***Signature*** *:* ***Date et cachet***	***Nom et Prénom :*** *Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI* ***Titre*** *: Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement* ***Signature :*** ***Date et cachet***
Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)	**Coordonnateur Résident (CR) Burkina Faso**
Nom du Représentant : *Signature :* Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York *Date et cachet :*	*RCO Burkina Faso:* ***Metsi Makhetha*** ***Titre :*** *Coordonnatrice Résidente du SNU* ***Signature:*** ***Date et cachet :***

IRF – DESCRIPTIF DE PROJET **FORMULAIRE 2.1**

United Nations Peacebuilding Support Office

Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) / Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)

Intitulé du projet : Promotion de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso)		**Organisation(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) : PNUD Niger**
Personne à contacter concernant le projet au Niger : **Nom et Prénom** : Nicole Kouassi **Titre :** Représentante Résidente Adjointe Tel: +227 91 208 303 (Cellulaire) +227 20 731 303 (Ligne Direct) Email : nicole.kouassi@undp.org		**Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :** Haute Autorité à la Consolidation de la Paix Ministère de la Formation professionnelle ; Ministère de la Jeunesse ; Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et des Affaires religieuses.
Site du projet : Dori, au Burkina Faso		
Descriptif du projet : *Décrire en une phrase le principal objectif du projet.* Ce projet a pour objectif de promouvoir la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso)		**Fonds pour la consolidation de la paix :**1.000.000 $ **Apport gouvernemental :** **Autre :** **Date de démarrage : 15 Août** 2017 **Date d'achèvement : 15 janvier** 2019 **Durée totale (en mois) :** 18 Mois.

« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : [5] **_ 2 __**
Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.
Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.
Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.
Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.

Résultats du projet : La sécurité communautaire et la cohésion sociale des populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont améliorées à travers des interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Les populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso vivent mieux en sécurité et dans la cohésion sociale grâce aux interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Domaine de résultat du Fonds[6] résumant au mieux l'objectif du projet (*choisir un seul*) : **Domaines Prioritaires 2 et 3.** Le projet répond au besoin de promotion d'une cohésion nationale au sein des populations et de renforcement de la sécurité communautaire à travers des interventions contribuant aux domaines prioritaires « Réconciliation nationale », « Gestion des ressources naturelles » et « Moyens de subsistance durables » du Fonds de Consolidation de la Paix. Il mettra en œuvre des activités devant permettre de consolider le tissu social, de gérer les ressources naturelles et de prévenir les conflits.

[5] PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

[6] Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :
1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :
(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit ; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration ; (1.4) Dialogue politique ;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.1) Démocratie ; (2.3) Gestion/ résolution des conflits ;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
(3.1) Génération d'emplois ; (3.2) Services de base.
4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).
(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels ; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ;
(4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

(Pour les projets financés par l'IRF)

Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU, Niger	**Représentant des autorités nationales du Niger**
UNDP Niger *Nom du Représentant ai : **Nicole F. Kouassi*** *Signature :* *Date et cachet :* 26 JUIL 2017	**Représentant des autorités nationales Niger** ***Nom et Prénom** : **Mahamadou ABOU TARKA*** ***Titre** : Président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix* ***Signature*** ***Date et cachet*** RÉPUBLIQUE DU NIGER * PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE * HAUTE AUTORITÉ À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX LE PRÉSIDENT JUIL 2017
Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) *Nom du Représentant :* *Signature :* Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York *Date et cachet :*	**Coordonnateur Résident (CR) Niger** *RCO Niger ai : **Dr PANA Assimawé*** ***Signature :*** ***Date et cachet :*** NATIONS UNIES NIGER * COORDONNATEUR RÉSIDENT 26 JUIL 2017

IRF – DESCRIPTIF DE PROJET **FORMULAIRE 2.1**

United Nations Peacebuilding Support Office

Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) / Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)

Intitulé du projet : Promotion de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso).	**Organisation(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) :** PNUD Mali
Personne à contacter concernant le projet au Mali : **Nom et prénom :** Boubou Dramane Camara **Titre** : Directeur Pays: **Téléphone** : 00 223…… **Email** : boubou.camara@undp.org	**Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (Gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :** Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'État.
Site du projet : Dori, Burkina Faso	
Descriptif du projet : *Décrire en une phrase le principal objectif du projet.* Ce projet a pour objectif de promouvoir la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la région Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso)	**Fonds pour la consolidation de la paix :**1.000.000$ **Apport gouvernement :** **Autre :** **Date de démarrage :** 15 Août 2017 **Date d'achèvement :** 15 janvier 2019 **Durée totale (en mois) :** 18 Mois.
« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») :[3] _ 2 __ *Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.* *Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.* *Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.* *Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.*	
Résultats du projet : La sécurité communautaire et la cohésion sociale des populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont améliorées à travers des interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Les populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso vivent mieux en sécurité et dans la cohésion sociale grâce aux interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs.	
Domaine de résultat du Fonds[4] résumant au mieux l'objectif du projet (*choisir un seul*) : **Domaines Prioritaires 2 et 3**. Le projet répond au besoin de promotion d'une cohésion nationale au sein des populations et de renforcement de la sécurité communautaire à travers des interventions contribuant aux domaines prioritaires « Réconciliation nationale », « Gestion des ressources naturelles » et « Moyens de subsistance durables » du Fonds de Consolidation de la Paix. Il mettra en œuvre des activités devant permettre de consolider le tissu social, de gérer les ressources naturelles et de prévenir les conflits	

[3] PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

[4] Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :
1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :
(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit ; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration ; (1.4) Dialogue politique ;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.1) Démocratie ; (2.3) Gestion/ résolution des conflits ;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
(3.1) Génération d'emplois ; (3.2) Services de base.
4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).
(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels ; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ;
(4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

(Pour les projets financés par l'IRF)

Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU, Burkina Faso	**Représentant des autorités nationales du Burkina Faso**
UNDP Burkina Faso *Nom du Représentant :* ***Corneille Agossou*** *Signature :* *Date et cachet :*	***Prénom et Nom :*** *Rosine Sori Coulibaly* ***Titre :*** *Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement* ***Signature :*** ***Date et cachet :***
UNDP Mali *Nom du Directeur Pays a.i :* ***Maleye Diop*** *Signature :* *Date et cachet :*	**Représentant des autorités nationales Mali** ***Prénom et Nom*** *: Tiéman Hubert Coulibaly* ***Titre :*** *Ministre de l'Administration Territoriale* ***Signature :*** ***Date et cachet :***
UNDP Niger *Nom du Représentant :* ***Nicole F. Kouassi*** *Signature :* *Date et cachet :*	**Représentant des autorités nationales Niger** ***Prénom et Nom*** *: Mahamadou ABOU TARKA* ***Titre :*** *Président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix* ***Signature*** ***Date et cachet***
Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) *Nom du Représentant :* *Signature :* Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York *Date et cachet :*	**Coordonnateur Résident (CR) Burkina Faso/Mali/Niger** *RCO Burkina Faso:* ***Metsi Makhetha*** ***Signature:*** ***Date et cachet :*** *RCO Mali :* ***Clothilde Mbaranga Gasarabwe*** ***Signature :*** ***Date et cachet :*** 27 JUIN 2017 *RCO Niger :* ***Dr Pana Assimawè.*** ***Signature :*** ***Date et cachet :***

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

(Pour les projets financés par l'IRF)

Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU, Burkina Faso ***UNDP Burkina Faso*** *Nom du Représentant : **Corneille Agossou*** *Signature :* *Date et cachet :* ***UNDP Mali*** *Nom du Directeur Pays a.i : Mahamadou Diop* *Signature :* *Date et cachet :* 31 JUIL 2017 ***UNDP Niger*** *Nom du Représentant : **Nicole F. Kouassi*** *Signature :* *Date et cachet :*	**Représentant des autorités nationales du Burkina Faso** ***Prénom et Nom :** Rosine Sori Coulibaly* ***Titre :** Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement* ***Signature :*** ***Date et cachet :*** **Représentant des autorités nationales Mali** ***Prénom et Nom :** Abdoulaye Diop* ***Titre :** Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale* ***Signature :*** ***Date et cachet :*** 16 AUG 2017 ***Prénom et Nom :** Tiémoko Hubert Coulibaly* ***Titre :** Ministre de l'Administration Territoriale* ***Signature :*** ***Date et cachet :*** 02 AUG 2017 **Représentant des autorités nationales Niger** ***Prénom et Nom :** Mahamadou ABOU TARKA* ***Titre :** Président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix* ***Signature*** ***Date et cachet***
Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) *Nom du Représentant :* *Signature :* Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York *Date et cachet :*	**Coordonnateur Résident (CR) Burkina Faso/Mali/Niger** *RCO Burkina Faso: **Metsi Makhetha*** ***Signature:*** ***Date et cachet :*** *RCO Mali : **Clothilde Mbaranga Gasarabwe*** ***Signature :*** ***Date et cachet :*** *RCO Niger : **Dr Pana Assimawè.*** ***Signature :*** ***Date et cachet :***

Table des matières :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds
a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler
c) Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre
a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
b) Budget
c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination
a) Gestion du projet
b) Gestion des risques
c) Suivi et évaluation
d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)
Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

Avec environ 1 325 km de frontière commune entre le Mali et le Burkina Faso, et 838 km avec le Niger, la région frontalière entre ces trois pays reste dans une situation de fragilité aigue caractérisée par des sécheresses récurrentes, l'insécurité causée par la crise de 2011-2012 au Nord Mali, l'augmentation de la présence des groupes terroristes, et le crime organisé. Cette situation est exacerbée par la présence de groupes armés qui échappent au contrôle des gouvernements. Les vecteurs de conflits et d'insécurité transcendent les frontières nationales des pays de la zone. La grande perméabilité des frontières et la faible présence et capacités limités des forces de sécurité dans les zones frontalières concourent à l'instabilité des zones frontalières et se répercutent même sur l'ensemble du territoire de ces pays. Dans certaines zones, les conflits actuels ont bouleversé les économies locales et déchiré le tissu social déjà mis à l'épreuve par un taux de pauvreté parmi les plus élevés dans le monde.

Bien qu'ils existaient déjà dans le passé, les déplacements de population et les migrations irrégulières sont en augmentation. Au-delà de cet environnement fragile, le manque général de services gouvernementaux, la décentralisation inadéquate et la présence très limitée des forces de sécurité étatiques constituent les obstacles majeurs pour toute stratégie visant à promouvoir la stabilité dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest. Comme résultats de la marginalisation politique, sociale et économique, les frontières communautaires côté Malien, Nigérien et Burkinabé des régions de Liptako-Gourma ont souffert et continuent de souffrir de l'isolation et de l'extrême pauvreté. Cette pauvreté est alimentée par la marginalisation de la région, créant un cercle vicieux qui doit être combattu par le moyen d'efforts coordonnés et globaux par les autorités et les partenaires internationaux.

Les jeunes et les femmes, principales victimes de la pauvreté sont davantage exposés qu'il n'existe pas d'offre appropriée de formation professionnelle et d'opportunités d'activités génératrices de revenus. L'élevage principale activité économique est confronté au problème d'insécurité, notamment le vol de bétail, l'insuffisance de couloirs de transhumance et le manque d'infrastructures permettant de créer une chaîne de valeurs.

Par ailleurs, la prolifération d'armes légères, est de plus en plus visibles chez les jeunes. Au Mali notamment, les attentes générées par le processus de cantonnement et DDR, qui tarde à se mettre en place, ont aussi engendré des effets négatifs. En particulier, l'espoir déraisonné, entretenu par un grand nombre de jeunes adultes, qu'ils tireront parti du désarmement, a entrainé une course parmi ces individus pour acheter des armes légères. Il a été rapporté à la mission que des jeunes adultes et même des enfants vendent leur bétail pour s'acheter des armes à feu, facilement disponibles sur le marché noir local.

De façon générale, cette tendance inquiétante nourrie l'augmentation du manque de confiance entre les membres des différentes communautés, les acteurs gouvernementaux locaux et nationaux.

Problèmes généraux :

Cinq Facteurs Clés pour comprendre l'instabilité et l'insécurité dans la région :

- **Porosité des frontières**. La nature de longues zones frontalières distantes et poreuses – constitue un défi naturel pour la gestion efficace des frontières.
- **Faible présence de l'Etat**. De façon générale le manque de présence d'autorités étatiques y compris de services décentralisés – favorise un mouvement aigu de marginalisation et de défiance.
- **Chômage des jeunes**. L'oisiveté des jeunes, compte tenu des opportunités économiques et sociales limitées, – facilite leur vulnérabilité face aux messages extrémistes et leur participation dans les activités violentes.
- **Division arbitraire des frontières**. La délimitation arbitraire des frontières a séparé les communautés. Divisées entre les deux côtés de la frontière, elles continuent d'entretenir des mouvements transfrontaliers traditionnels.
- **Prolifération des groupes armés et de contre bande.** Les mouvements frontaliers non-réguliers créent des menaces sécuritaires nationales et internationales en raison des groupes armés et des organisations terroristes actives dans la région.

La haute incidence de la pauvreté et les alternatives limitées à la diversification des moyens de revenus, particulièrement pour la jeunesse, apparaissent comme une dimension pour des actions futures. Alors que l'on garde à l'esprit les défis de taille que les jeunes sans-emplois représentent aux niveaux locaux et sous régionaux, ils ne peuvent pas être adressés rapidement compte tenu des fonds limités, de la sécurité et la capacité, et représentent des points d'entrée pour une action basée sur le renforcement de la paix et les théories du changement. La jeunesse dans ces communautés souffre par le manque d'accès à l'éducation, ce qui se traduit dans un difficile accès aux moyens de subsistance et d'emploi. Cette situation contraint certains d'entre eux à traverser les frontières dans la recherche d'opportunités, ce qui les pousse parfois à se tourner vers des activités illicites. Ceci se traduit par l'augmentation des tensions entre ces jeunes et les leaders communautaires, ainsi que les forces de sécurité.

Au cours des entretiens lors des missions terrains, les jeunes et les femmes ont tous montrés que l'oisiveté, et plus spécifiquement le chômage, est l'un des facteurs essentiels qui les expose à la menace relative au discours radicalisant. Ces groupes cibles sont largement revenus sur leur besoin de renforcer leurs capacités dans le domaine de l'entreprenariat pouvant leur permettre de démarrer des activités génératrices de revenus et d'être suivi sur le moyen/long terme. Ceci permettra aux jeunes de comprendre qu'avec des connaissances, des aptitudes et une implication civique à des activités volontaires au service de leur communauté, ils peuvent se soustraire aux activités illicites qui les poussent à la violence. En permettant aux jeunes et femmes des communautés de s'engager en tant que volontaires au processus de consolidation de la paix dans la région, notamment à travers des initiatives de sensibilisations à impacts rapides, l'utilité du projet sera prolongée par une appropriation de la population, un changement des mentalités, qui verra des dividendes de paix tangibles ainsi qu'une cohésion sociale plus durable.

Avec une surface terrestre proche de 6250 km, et plus de 20 000 habitants (presque la superficie de la Gambie), le comté de Tessit dans le district d'Ansongo, frontalier avec le Niger, montre bien les défis économiques qui plongent les jeunes dans le chômage. Dans la mise en œuvre d'activités potentielles dans la région, il faut faire particulièrement attention à gérer les attentes des jeunes, tout en considérant les besoins spécifiques des jeunes à risque de tomber dans des activités illicites.

Les cinq principaux ***déclencheurs*** *d'instabilité parmi les communautés de la région :*

1. La sécheresse brutale
2. Le pâturage du bétail et l'agriculture sont les deux principales activités de subsistance des communautés frontalières du Liptako-Gourma. Les communautés de pasteurs de la zone pour la plupart des transhumants, le parcours des corridors transfrontaliers de bétail a traditionnellement été une source de tensions - habituellement gérées de façon pacifique - avec des communautés agricoles établies sur ou autour des routes migratoires traditionnelles. La multiplication des sources de fragilité selon les 5 dimensions décrites précédemment augmente progressivement le risque de violence sur les griefs liés à l'eau. Ceci est aggravé par la pénurie « d'infrastructures » qui vont avec, telles que les couloirs, les points d'eau, les aires de repos, les enclos de vaccination. La menace latente des maladies contagieuses du bétail entre les communautés locales et les populations nomades risque également d'accroître les tensions entre les communautés frontalières. Au cours des discussions, les membres de la communauté ont confirmé que l'eau est un vecteur de tensions communautaires : ils ont mentionné la pénurie de sources d'eau, l'abus des forages existants et le pâturage par les éleveurs transfrontaliers. La plainte des communautés d'accueil selon laquelle les éleveurs venaient de l'extérieur et ne respectaient pas la tradition et les coutumes des communautés d'accueil a également été soulignée.

3. **Manque d'opportunité :** Les jeunes désœuvrés et sans perspective découvrent les groupe terroristes (Boko Haram, AQMI) comme un modèle puissant de valorisation individuel. Les jeunes trouvent des défis et une trajectoire différente dans ces mouvements. Un seuil est dépassé entre les possibilités d'avenir offertes par l'Etat au niveau local comparées aux perspectives des propositions des groupes terroristes. De plus l'idéologie de la Oumma peut séduire certains jeunes à l'avenir incertain.

4. Pendant l'évaluation des besoins, certains acteurs ont signalé des cas de membres communautaires protégeant des membres de groupes violents ou faisant partie de la petite délinquance. Selon le chef de la police d'Ansongo, les communautés ne voient pas la police comme un partenaire de confiance et préfèrent dissimuler les informations aux autorités de sécurité. Il a également signalé des cas d'abus de pouvoir sous diverses formes par certains membres du personnel de sécurité, ce qui a augmenté les tensions et le cynisme entre eux et la population. Outre le harcèlement des civils et les extorsions par le personnel de sécurité, d'autres préoccupations ont été rapportées : les réponses insuffisantes et intempestives des organismes de sécurité lorsque la population en a besoin ; un faible engagement entre les agences de sécurité et les communautés ; et une communication et une coopération inadéquates entre les différents responsables de la sécurité et des frontières. Au-delà des problèmes de collaboration entre les communautés et les forces de sécurité, les responsables de différentes forces de sécurité aux frontières ont soulevé la faible collaboration entre elles et l'absence d'un cadre formelle et fonctionnelle de concertation.

5. **Prolifération d'armes légères menant à des vols réguliers et des petits larcins.** Une telle prolifération est à la fois la cause et la conséquence de l'instabilité – alimentant ainsi le cercle vicieux de l'instabilité régionale décrite précédemment. Depuis 2014, après le départ du groupe extrémiste MUJAO des villes d'Ansongo, Ménaka et Gao, au Mali, aucun programme DDR n'a été mis en œuvre pour éliminer ou réduire sérieusement la circulation des armes non contrôlées au sein des membres de communautés et en particulier parmi les jeunes. Outre le vol de bétail intra-communautaire, le vol s'étend des

deux côtés de la Frontière. Par ailleurs, des jeunes sans emplois et maintenant armés sont devenus un producteur d'insécurité sur l'axe Ansongo-Ménaka, Gao- et Kidal

6. **Attaques terroristes en augmentation**.
La région est menacée par des groupes extrémistes qui incluent Boko Haram et Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Cette situation est exacerbée par les groupes locaux qui vivent du racket, des activités criminelles transnationales et du trafic de drogue, ce qui brouille souvent la frontière entre l'extrémisme et la criminalité. Par exemple, daesh a officiellement accepté un serment d'allégeance de Saharaoui Katiba, qui est présent dans la région. Saharaoui Katiba a été signalé comme active au Niger et au Burkina Faso et dans certaines bases opérantes supposément situées au Sud de l'Axe Ansongo-Ménaka. La région est une zone sécurisée en ce qu'elle assure une relative mobilité pour les djihadistes qui traversent la frontière du Mali et entrent en contact avec des combattants venant du Nord (Libye) et d'autres réseaux en place. L'incapacité de l'Etat à désarmer et réintégrer certains des jeunes, anciens combattants de MUJAO, Ansar Dine et d'autres groupes favorise un potentiel recrutement par des groupes extrémistes opérant dans la zone de Kidal et Ménaka.

La montée de l'extrémisme violent et les effets dévastateurs des groupes qui adoptent des idéologies violentes réduit non seulement à néant les avancées en matière de développement, mais risque également de freiner les perspectives de développement pour les décennies à venir. L'impact sur la vie et les moyens de subsistance des personnes ayant perdu des membres de leur famille, des amis et des collègues dans les nombreuses tragédies survenues sur les marchés, dans les universités, les lieux de culte et les écoles est dramatique. Du fait de l'augmentation des violences et de l'insécurité dans la région, un grand nombre d'enfants et d'élèves ne peuvent plus aller à l'école ou à l'université, ce qui nuit à leur qualité de vie actuelle et future. L'impact de ce phénomène sur les jeunes est en effet disproportionné. Exclus des processus politiques, privés de possibilités d'emploi viables et souffrant d'un sentiment de désespoir croissant, les jeunes sont des cibles faciles pour les recruteurs radicalisés qui les attirent par la ruse ou la force avec divers arguments religieux, incitations financières, messages d'espoir, et souvent, avec violence. Les attaques liées à l'extrémisme violent d'inspiration religieuse ont atteint des niveaux sans précédent, et leur impact est lourd de conséquences. Entre 2011 et 2015, le rapport du PNUD : *prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement',* estime que plus de 21 245 décès auraient été causés par l'extrémisme d'inspiration religieuse en Afrique.

La présence et les opérations de Boko Haram, par exemple, dans la région du Liptako-Gourma et le Nigeria ont provoqué le déplacement forcé de 1,2 million de personnes sur le territoire et contraint plus de 200 000 Nigérians à fuir vers le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad et le Niger. Les déplacements internes ont tendance à alimenter et à exacerber les conflits préexistants ainsi que les dynamiques de déplacement chez les éleveurs – notamment avec la stratégie de Boko Haram consistant à voler le bétail et à brûler les terres agricoles dans les communautés rurales. Parmi les causes/catalyseurs immédiats de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans la région du Liptako-Gourma figurent l'impression de privation économique relative, la banalisation des discours extrémistes (par le discours direct, Internet et les campagnes médiatiques), la facilité de l'accès aux armes et aux sources de financement, la faible gouvernance/ gestion des institutions religieuses, un système juridique/des lois qui exacerbent les niveaux de radicalisation, la faiblesse de mécanismes de plainte au niveau local, et une tendance accrue au désespoir et à la

vulnérabilité chez les jeunes. Parmi les causes sous-jacents de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans la région du Liptako-Gourma figurent la résonance accrue des discours radicaux, les approches axées sur la sécurité/ réactivité, la « perte » perte de sens, la perte de légitimité des structures traditionnelles, les zones /hors de portée du gouvernement, la croissance des madrasas non réglementées, la faible sensibilisation aux pratiques anti-radicalisation, le manque de formation des imams et des comités de direction, les niveaux élevés de corruption, le chômage et le manque de moyens de subsistance, l'écart rural/urbain croissant, les crises humanitaires/ alimentaires à répétition, les modes de financement illicites, la mauvaise gestion régionale des frontières, le recoupement avec la criminalité transnationale, le manque de coordination des renseignements régionaux, la volonté de privilégier l'ordre public au détriment de la justice, les prisons comme lieux de recrutement ; les réactions « répressives » de la police ; l'insuffisance et l'inefficacité des enquêtes ; l'exclusion des structures politiques/de la vie publique, le manque de relations entre le gouvernement et la société, le manque de capacités pour la résolution.

La lutte contre le terrorisme est devenue un axe majeur pour les acteurs de l'Afrique de l'Ouest, tels que le G5 (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie et Tchad) et pour la communauté internationale.

7. **Crises et accroissement des flux migratoire**. La région de Liptako Gourma n'est pas le noyau central des flux de migration vers l'Afrique du Nord et l'Europe, mais c'est une des routes menant à Gao, que la plupart des flux de migrants traversent avant de se diriger vers le Nord et le Nord Est. Considérant le risque que ce phénomène pourrait se retranscrire en termes de flux de migrations illégales, de traite des êtres humains et l'hébergement d'acteurs terroristes non-gouvernementaux, un certain nombre de partenaires techniques et financiers comme l'Union européenne ont amorcé d'ambitieux programmes frontaliers. Alors que de tels efforts commencent à être déployés dans les zones frontalières choisies, la situation demeure largement non contrôlée.

Figure 1 Correspondance entre les facteurs identifiés et les déclencheurs d'instabilité

Facteurs Déclencheurs d'instabilité	Porosité des frontières.	Faible présence de l'Etat	Chômage des jeunes.	Division arbitraire des frontières	Prolifération des groupes armés et de contre bandes.
Eau	Elevé	Faible	Elevé	Elevé	Faible
Forces de sécurité	Intermédiaire	Elevé	Faible	Faible	Intermédiaire
Armes légères	Faible	Elevé	Elevé	Elevé	Intermédiaire
Terrorisme	Intermédiaire	Elevé	Intermédiaire	Intermédiaire	Elevé
Migrations	Elevé	Elevé	Elevé	Intermédiaire	Intermédiaire

Enjeux pour une analyse approfondie

8. **La situation des femmes :** L'évaluation a mis en évidence la vulnérabilité particulière des femmes, en raison des pratiques socio-culturelles qui excluent typiquement les femmes de la prise de décisions communautaires. Cela affaiblit particulièrement l'égalité de l'accès aux ressources, en limitant leur accès aux opportunités sociaux-économiques et à d'autres moyens de subsistance. Dans les zones visées, la coutume et les valeurs culturelles plutôt conservatrices prévalent toujours. Tandis que des efforts ont été déployés pour intégrer les femmes au sein de différentes mécanismes de prise de décision, en pratique, peu de femmes étaient impliquées dans les discussions dans l'ensemble des trois villes visites par la mission d'évaluation des besoins. Cependant, ressortait également le fait que dans la région de Liptako-Gourma visité, les femmes essentiellement portent le poids du travail de soin non-rémunéré comme elles sont les premières responsables pour la survie de leur famille. Les femmes ont tendance à effectuer la plus grande partie du travail physique associé au travail de soin non-rémunéré (par exemple puiser l'eau pour le foyer). Ces activités associées aux normes socio-culturelles traditionnelles rendent les femmes extrêmement vulnérables au harcèlement, la discrimination et violence basée sur le genre (GBV). Les femmes dans ces communautés ont typiquement tendance à avoir une plus faible capacité à répondre à ces défis comme elles ont un faible niveau d'éducation et sont, en général, moins conscientes de leurs droits, des recours judiciaires disponibles ou des mesures à prendre pour se protéger. Leur situation socio-culturelle fait ainsi que les femmes de ces régions font face à des difficultés structurelles qui entravent leur autonomisation socio-économique ainsi que leur participation à la prise de décision.

9. **Faible connectivité entre les villes des communautés frontalières :** De la même manière que les villes frontalières du Niger et du Burkina Faso, la plupart des habitants le long de la frontière du côté malien du triangle de Liptako-Gourma sont essentiellement des fermiers et des bergers d'une origine ethnique similaire. Il y a un profond besoin d'amélioration des routes vers ces régions, considérant le besoin de la population d'accéder aux marchés de la région et au-delà de la frontière. Le transport et le mauvais réseau routier ont été cités comme la source majeure d'insécurité dans la région. De manière générale, le transport et les voies de connexion étaient régulièrement soulignés comme le principal facteur sous-jacent à l'insécurité et au sous-développement. A cela s'ajoute la faible couverture du triangle du Liptako-Gourma par la plupart des réseaux téléphoniques opérant dans les trois pays. Cette situation réduit non seulement la communication avec et entre les populations de cette zone mais constitue une source de faiblesse des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité.

10. **Gestion des ressources naturelles**. La position transfrontalière et de transit de la région du Liptako-Gourma fait d'elle une zone de brassage entre les cheptels du Burkina Faso, du Mali et du Niger ainsi qu'entre des communautés qui sont d'ailleurs les mêmes de part et d'autre des frontières communes. L'agriculture et l'élevage, qui occupent 80% de la population constituent les principales activités socio-économiques de la région du Liptako-Gourma. L'élevage de la région de l'ALG étant principalement de type extensif (quasi inexistence de cultures fourragères et de sous-produits agro-industriels), les sources principales pour l'alimentation du bétail sont constituées par les pâturages naturels et les sous-produits agricoles. Toutefois, les pâturages naturels sont en diminution constante, du fait notamment de pratiques comme le défrichement, les feux de brousse, l'occupation des enclaves pastorales, des couloirs de passage, la disparition des

pistes de transhumance, etc., mais aussi en raison d'une concurrence croissante entre espaces agricoles et espaces pastoraux et de conditions climatiques défavorables (pluviométrie, diminution des crues).

La fragilité écologique de l'espace sahélien est caractérisée par des cycles de sécheresse et la raréfaction des zones pastorales qui subissent également une pression accrue de la part des agriculteurs. La concurrence sur les ressources est une cause croissante et immédiate de conflit dans la région, notamment en raison des effets du changement climatique. La mauvaise gestion et l'importance des activités agricoles et pastorales rendent les économies de la zone particulièrement vulnérables, alimentant les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Il importe donc d'améliorer la gestion des ressources naturelles présentes dans la région et de transformer ces ressources en un bien pour la paix représente un défi particulier pour la zone.

11. Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel

La stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel est axée sur trois grands domaines d'appui que sont la Sécurité, la Gouvernance et la Résilience définis comme objectifs stratégiques et organisés suivant des thèmes principaux. Les objectifs stratégiques visent à appuyer et renforcer les initiatives en cours et à combler les lacunes déjà identifiées. Une série d'objectifs spécifiques et une liste indicative de mesures à prendre sont proposées pour atteindre ces objectifs. Il s'agit notamment de : 1) l'amélioration d'une gouvernance inclusive et efficace à travers la région, 2) le renforcement de la capacité des mécanismes de sécurité nationaux et régionaux à gérer les menaces transfrontalières et 3) l'intégration de plans de développement et humanitaires pour construire une résilience dans le long terme. Les trois domaines d'appui sont complémentaires et constituent une réponse intégrée à la crise du Sahel.
L'approche de la stratégie est basée sur l'intégration des interventions humanitaire et de développement, s'assurant que les activités immédiates répondent aux besoins immédiats des communautés tout en capitalisant sur la résilience des populations sur le long terme.
Ce projet s'insérera dans le cadre des **objectifs 1.2 point C** de la stratégie : Renforcer la capacité des autorités locales et des institutions et mettre en place des mécanismes pour une participation plus large et plus inclusive de la communauté et des groupes vulnérables, y compris les femmes, dans le développement local, **1.3** Renforcer les capacités de l'État pour assurer un accès plus équitable aux ressources et aux services socioéconomiques et **1.6** Soutenir la sécurité communautaire et la cohésion sociale par un dialogue participatif et inclusif pour les pays du Sahel. En outre, ce projet de par sa dimension inter-pays et impliquant trois bureaux pays du PNUD, offrira une opportunité de piloter une approche programmatique régionale qui pourra informer l'intégration des cadres existants des différents pays pour servir de base à la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel qui péchait par l'absence d'un cadre programmatique régional intégrant les UNDAF et les programme pays (CPD) d'agences des différents pays.

12. Alignement sur les priorités du G5 SAHEL

C'est en Février 2014 que les Chefs d'Etat du Burkina-Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad réunis à Nouakchott, ont procédé à la création d'un cadre

institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de développement et de sécurité, dénommé G5-Sahel.

Face à la détérioration de la situation sécuritaire avec l'amplification du terrorisme et de l'extrémisme violent ainsi que la complexification des tensions intra et intercommunautaires dans la sous-région, les pays du G5 Sahel ont décidé en 2017 de mutualiser leurs efforts en mettant en place une force multinationale conjointe de sécurité.

A côté des initiatives militaro sécuritaire, ce projet reste aligné sur les priorités du G5 Sahel notamment en matière de gestion des frontières qui repose sur les trois volets suivants : 1) instaurer un dialogue avec les pays du G5 Sahel afin de formuler des politiques inclusives des communautés locales dans la gestion des zones frontalières ; 2) identifier les besoins en matière de renforcement de capacités des agences frontalières et enfin 3) fournir un soutien à la sécurité humaine des communautés locales vivants dans les zones frontalières.

En outre, les résultats clé du projet restent parfaitement alignés avec les thématiques sécurité, gouvernance, résilience et développement pilotées par la Plateforme Ministérielle de Coordination des Stratégie Sahel dont la mission est de :

- appuyer la durabilité des efforts visant à traiter les défis du Sahel ;
- maintenir l'attention sur les défis les plus importants de la région ;
- faciliter la convergence de points de vue sur les priorités des initiatives régionales en faveur du Sahel ;
- veiller au suivi des progrès et des réalisations, notamment à travers la coordination du soutien de la communauté internationale aux pays du Sahel.

Pour le Burkina Faso, le projet contribuera à la mise en œuvre du Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-Sahel) 2017-2020, notamment dans ses composantes 1 « socio-économique » et 3 « sécurité publique ».

b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler : *Cette section indique les interventions de consolidation de la paix en cours par acteur (gouvernement, organisations internationales, y compris le système des Nations Unies, ONG, organisations de la société civile, donneurs bilatéraux, etc.) et les déficits financiers et programmatiques à combler. Utiliser le tableau ci-dessous pour effectuer l'état des lieux. Indiquer également le lien entre les différents déficits identifiés et la section ci-dessus concernant l'analyse de conflit.*

Tableau 1 : Etat des lieux des activités relatives à la consolidation de la Paix actuellement en cours et déficit à combler

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
BURKINA FASO					
Ex. : Professionnalisation des forces de police	*1) Gouvernement du Brésil* *2) BINUGBIS + PNUD*	*1) Brésil : Soutien aux écoles de police et militaires* *2) BINUGBIS : Assistance technique aux réformes de la police et des forces armées*	*1) 2 ans : de mars 2009 à février 2011* *2) 1 an : de septembre 2010 à août 2011*	*1)2 millions* *2) 4 millions*	*1 million de dollars US (estimation de 450 000 minimum par tribunal et 100 000 pour l'équipement) pour compléter les 2 tribunaux déjà réhabilités avec le soutien de l'UE)*
Prévention et Gestion des conflits	*État du Burkina Faso à travers MATDSI*	*Sensibilisation des populations*	PM	PM	*Les zones frontalières ne sont pas spécifiquement ciblées*
Prévention des conflits	*Etat du Burkina Faso à travers le MJDHPC*	*Célébration de façon tournante dans les régions du pays depuis 2004 d'une journée internationale de la paix et de la Tolérance*	PM	PM	*Les zones frontalières ne sont pas spécifiquement ciblées*

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
Programme thématique sur les droits de l'homme et la stabilité *Objectif : améliorer la situation des droits de l'homme au Burkina Faso dans la promotion de la gouvernance et de la stabilité par le développement cohérent de l'interaction entre les services de justice, la police et la société civile.*	*1) Le gouvernement du Danemark/DANIDA*	*1) Ministère de la justice : appliquer les droits de l'homme et contribuer à un système judiciaire plus crédible* *2) Ministère de la sécurité dans les régions du Sahel, Est et Nord : Améliorer l'accès à la justice locale, la stabilité et la protection des droits de l'homme* *3) Les organisations de la société civile : renforcer la capacité de la société civile à défendre les droits de l'homme*	*5ans: 2016-2020*	*1) 27,8 Million DKK* *2) 30,9 Million DKK* *3)85,9 Million DKK*	*Le programme ne soutient pas le processus global de réforme.*
Gestion des frontières	*Japon*	*Projet gestion des frontières et appui aux communauté transfrontalières de la Région du Sahel*	*2014- Mars 2017*	*467 370$*	*Le projet arrive à son terme alors que les problèmes d'insécurité transfrontalière se sont accrus*
Gestion des frontières	*Japon*	*Projet gestion des frontières pour la stabilité et la sécurité humaine au Sahel*	*2016- Mars 2017*	*317 520$*	*Le projet arrive à son terme et n'a pas ciblé particulière les besoins des jeunes et des femmes*
NIGER					
Autonomisation des Femmes et implication pacifique des jeunes dans les zones à risques	*PBF*	*Autonomisation des Jeunes pour la paix au Niger « AJPANI »*	*2016-2018*	*2.500.000*	*Le chômage est amplifié chez les jeunes à l'échelle du pays. Les besoins ici sont énormes.*

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
	PBF	*Mise en œuvre des résolutions des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix*	*2016-2017*	*1.500.000*	*Les résolutions des Nations Unies sur la consolidation de la paix ne sont pas connues des jeunes.*
Prévention et gestion des conflits et gouvernance inclusive	*PBF*	*Appui à la gestion préventive des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles*	*2016-2018*	*1.500.000*	*Le pays fait face à de nombreux conflits éleveurs agriculteurs.*
Renforcement de la stabilité et de la sécurité des zones frontalières	*PBF*	*Renforcement de l'Engagement communautaire pour la Gestion Alerte des Risques de Déstabilisation Sociales et Sécuritaires*	*2016-2018*	*3.000.000*	*La sécurité dans les zones frontalières est menacée par des incursions récentes des groupes armés*
	UE	*Instrument Contribuant à la Stabilité et à la paix (ICSP)*	*2015-2017*	*15.millions euros*	*Le programme intervient uniquement dans la zone du lac Tchad Diffa*
MALI					
Renforcer la participation civique inclusive, la cohésion sociale et le dialogue participatif pour une paix durable.	*UNV BMZ Allemagne Mali Government*	*Projet d'Appui au Renforcement de Capacités des Jeunes pour une meilleure inclusion dans la paix au Mali (PARC-Jeunesse Mali)*	*2016-2018*	*1 970 000 USD*	*Le projet intervient dans la région de GAO*
Renforcement des capacités des Imams Maliens dans le cadre de la coopération Mali- Maroc	*Gouvernement du Mali et Royaume Maroc*	*Formation des imams et lutte contre le radicalisme*	*Date démarrage : 2014*	*ND*	*Élargissement du nombre de bénéficiaires particulièrement les jeunes imams et d'autres prédicateurs*
Renforcement des capacités de la jeunesse de Bamako	*MINUSMA*	*Réinsertion socio professionnelle des jeunes*		*44 168, 29 USD*	*Capitaliser sur l'expérience et élargir la gamme des bénéficiaires*

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
Accès des femmes victimes de violences à la justice	*PBF/GPI2*	*Accès des victimes de VBG à la justice*	*24 mois: Janvier 2015-Mars 2017*	*998,310 USD*	*L'accès des victimes à la justice et aux services et mise en application des normes et standards en matière de paix et sécurité. Faible prise en compte des jeunes Renforcer les actions de prévention à l'intention des jeunes et les leaders religieux pour la tolérance zéro des VBG ité*
Éducation à la paix	*UNICEF*	*Projet de l'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (Gao et Tombouctou)*	*18 mois plus 6 mois d'extension ,*	*1, 999,519 USD*	*Éducation à la paix*
Intégration des refugies et des IDPs retournes	*OIM /UNHCR*	*Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDIs) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou*	*18 mois*	*2,500,000 USD*	*Intégration des refugies et des IDPs retournes*
Cantonnement	*UNOPS*	*Mesures de confiance et appui au processus de cantonnement*		*2,997, 414 USD*	*Cantonnement*
Renforcement de la cohésion sociale à Mopti - Formation de comités locaux et dialogue communautaire	*Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali*	*Organisation de neuf (9) dialogues intercommunautaires et le renforcement des capacités opérationnelles de huit (8) commissions communales de gestion foncière dans les cinq cercles de la région de Mopti.*	*Mai 2016 – premier trimestre 2017*	*111,507 USD*	*Prévention des tensions et conflits inter et intracommunautaires par la dialogue, la formation et la sensibilisation.*
Relance des activités	*Fonds fiduciaire*	*Le projet vise à renforcer*	*Août 2016*	*204,646*	*Manque*

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
socio-économiques des femmes et des jeunes de Gourma Rharous	*des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali*	*les moyens de productions des femmes et des jeunes de Gourma Rharous afin de diversifier les activités génératrices de revenus.*	*– Premier trimestre 2017*	*USD*	*d'opportunités économiques pour les femmes et les jeunes en particulier*

c) Justification du financement par l'IRF :

Alors qu'un grand nombre d'initiatives de consolidation de la paix sont mises en place au niveau national dans ces trois pays, les dynamiques transfrontalières ne représentent qu'une fraction marginale des programmes mis en œuvre. De plus, l'inventaire des projets œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix aux frontières et ayant des dimensions transfrontalières est également difficile à faire sur l'ensemble des trois pays. Au Burkina Faso, le HCR et l'UNICEF interviennent dans la zone surtout pour venir en appui aux réfugiés malien installé dans la zone sur le territoire burkinabè. Le Danemark à travers DDG apporte un appui aux forces de sécurité, notamment dans le sens du renforcement de la collaboration entre celle-ci et la population. Quant aux PNUD, ses interventions avec l'appui financier du Japon contribue d'une part, à renforcer les capacités techniques des agents de l'administration aux frontières en matière de gestion intégrée des frontières, et d'autre part, à créer des infrastructures (point d'eau, parc de vaccination, magasins pour aliment de bétail) en vue de soutenir l'activité d'élevage.

En général, les analyses de conflits reposent sur une vision nationale des vecteurs de conflits et n'ont qu'un apport limité sur les questions transfrontalières. Par contre, les besoins sur la zone du projet ont beaucoup en commun. Les populations de chaque côté de ces frontières partagent des langues, cultures et des modes de production communs. Les frontières, bien que réelles, demeurent poreuses et les populations de la zone y transitent de manière relativement libre à des fins sociales ou économiques. Les vecteurs de conflits, incluant le désœuvrement des jeunes, la transhumance, et l'insécurité grandissante, traversent également les frontières avec ces populations. Au regard de la nature des conflits qui transcendent les frontières, les mécanismes traditionnels de résolution des conflits qui ont plus une portée familiale deviennent inopérants.

Comme noté plus haut, certains projets mettent en œuvre une approche transfrontalière. Ces projets sont surtout focalisés sur les questions de sécurité à la frontière et investissent leurs ressources principalement dans la sécurité des frontières. Les aspects sociaux transfrontaliers des vecteurs de conflits sont peu pris en compte par ces interventions. Dans la zone d'intersection de ces trois pays, ces facteurs sociaux pour la cohésion sociale et la stabilité seront pris en charge par le projet. Le projet représente donc un complément stratégique aux interventions en cours dans les trois pays. Il permet de lier les activités en cours dans ces trois pays et de les étendre de manière stratégique au-delà des frontières. La dégradation progressive des conditions de sécurité rend difficile le déploiement des équipes sur le terrain. Toutefois, ce projet audacieux reste unique dans le souhait des Nations Unies d'agir dans la zone frontalière.

La capacité de PBF à financer rapidement des projets dans ces trois pays et de fournir un cadre cohérent et unifié de mise en œuvre à travers le système des Nations Unies de ces trois pays représente une opportunité unique de maximiser les avantages comparatifs de PBF.

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement

Résultats Attendus

Résultat du projet

La sécurité communautaire et la cohésion sociale des populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont améliorées à travers des interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Les populations dans la zone à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso vivent mieux en sécurité et dans la cohésion sociale grâce aux interventions visant à mitiger les vecteurs de conflits que sont la marginalisation de certains jeunes, le déficit de confiance entre les populations et les FSD, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs

Effet Attendu 1 – *Les jeunes et les femmes, notamment ceux qui se sentent marginalisés sont de plus en plus impliqués dans les processus de prise de décision, adoptent des comportements civiques et entreprennent des activités génératrices de revenus*

Produit 1.1 *Les centres multifonctionnels d'activités socio-économiques/ Cellule d'appui conseils pour les jeunes filles et garçons sont créés et/ou renforcés et fonctionnels.*

Produit 1.2 *Les mécanismes transfrontaliers de sensibilisations à l'engagement civique et social sont renforcés.*

Produit 1.3 : *Les jeunes filles et garçons sont impliqués dans les processus de prise des décisions dans leurs communautés.*

Effet Attendu 2 - *La sécurité communautaire dans les zones frontalières des trois pays est renforcé à travers la collaboration entre les FDS et les autorités administratives et locales, entre les FDS et les populations et entre les populations frontalières*

Produit 2.1 : *Des réunions coopération et de coordination entre les FDS et les autorités administratives et locales des trois pays sont organisées.*

Produit 2.2 : *La collaboration est instaurée entre les FDS et les populations civiles à travers des activités de masse, des campagnes de sensibilisation.*

Produit 2.3 *Les capacités des communautés pour la gestion et résolution pacifique des conflits sont renforcées à travers des formations sur la paix et la sécurité, des comités locaux d'alerte précoces et consolidation de la paix sont mis en place et fonctionnels.*

Effet Attendu 3 - *Les conflits entre communautés transfrontalières liés à la transhumance sont réduits par une meilleure gestion des ressources naturelles*

Produit 3.1 : *Les couloirs de transhumance sont créés et viabilisés.*
Produit 3.2 : *Les acteurs sont formés et informés sur les règlementations et coutumes relatives à la gestion des ressources naturelles.*
Produit 3.3 : *Un mécanisme de gestion des conflits transfrontaliers liés à la transhumance est opérationnel.*

Théorie du Changement
L'approche du projet est fondée sur la théorie du changement suivante :

« le sentiment d'exclusion/marginalisation des populations transfrontalières est résorbé, et Si les conditions de vie des populations (en particulier les jeunes et les femmes) sont améliorées et leur confiance dans la capacité de l'Etat de livrer des services de base renforcée et si les conflits entre les communautés liés à la transhumance sont résolus de façons pacifiques et de manière participative entre les différentes parties, Alors les intentions à se livrer à des activités illicites ou le penchant pour le discours radicaux seront réduits, parce que les jeunes et les femmes auront d'autres moyens de gagner leur vie tout en gérant de manière efficace les ressources naturelles et seront moins exposés aux moteurs idéologiques de l'extrémisme violent, ce qui permettra de créer une dynamique de stabilisation dans cette zone transfrontalière sensible »

Couverture géographique du projet : Le projet s'inscrit dans une approche transfrontalière. Il vise la zone à l'intersection du Burkina Faso, du Niger et du Mali. Plus précisément, il opérera dans le triangle Dori (BF) – Tera (N) – Ansango (M). Cette zone inclura également les zones de Menaka (M) et Bankilare (N). Étant donné la fluidité de la situation sécuritaire et les défis logistiques, les localités d'intervention seront déterminées par l'équipe du projet sur la base de consultations avec les parties prenantes et d'études permettant d'identifier les problématiques locales spécifiques. Le choix des localités sera basé sur des critères préétablis et validés par le comité de pilotage créé au niveau communautaire et composé des autorités locales et des représentants des associations communautaires. Les critères devront permettre de focaliser les activités du projet sur les zones transfrontalières où l'ensemble des activités visées par le projet pourront être mises en œuvre afin de ne pas diluer l'impact du projet. De plus, les localités d'intervention devront être choisies de telle sorte à permettre au projet de travailler aux dynamiques transfrontalières.



Approche du projet :

L'approche du projet sera basée sur les principes suivants :
Appropriation nationale. L'approche du projet visera l'appropriation nationale en impliquant les autorités nationales, locales et communautaires, les ONG et les organisations de la société civile à toutes les étapes de planification, mise en œuvre et évaluation du projet. Cette approche sera mise en œuvre en visant le partage d'expérience et la coopération sud-sud.

i. Approche inclusive et participative ; Les activités du projet seront développées en tenant en considération la participation active des communautés au planning et à la réalisation du projet (notamment à travers des volontaires communautaires). La mise en œuvre des initiatives visant la participation de tous les secteurs de la société et, en particulier, celle des jeunes et des femmes. Une attention particulière sera portée aux mécanismes de consultation et de planification promus par le projet afin qu'ils soient des espaces/fora permettant aux jeunes et aux femmes de contribuer et d'influer sur les processus locaux de prise de décisions.
ii. Mise en œuvre à travers des opérations locales. Dans un souci de renforcement des capacités et étant donné la situation sécuritaire parfois difficile dans certaines zones, le projet sera mis en œuvre à travers des partenaires locaux comprenant des VNU nationaux, des organisations locales de la société civile, les organisations religieuses locales, les autorités traditionnelles et des consultants recrutés localement. De plus, la nature sensible des projets de consolidation de la paix requiert des opérateurs ayant une connaissance spécifique de la zone et des dynamiques de conflits qui s'y manifestent.
iii. Do no harm. Le projet aura une approche sensible et basé sur la connaissance du terrain. Afin d'éviter les impacts négatifs que pourrait avoir le projet sur la consolidation de la paix, des études et des consultations avec les parties prenantes seront à la base des décisions de mise en œuvre.

Groupes cibles
Les populations cibles du projet sont les populations vivant dans la zone géographique du projet. Un ciblage géographique plus fin sera entrepris par le projet sur la base des analyses qui seront entreprises au démarrage des activités.
Concernant les activités du projet intervenant directement auprès des jeunes et des femmes, des critères de sélection seront proposés par le projet et validés par le comité de pilotage. Ces critères viseront à identifier les individus ayant le plus grand potentiel de consolidation de la paix, soit parce qu'ils jouent un rôle direct dans la consolidation de la paix, ou, par exemple, parce qu'ils pourraient être un agent de déstabilisation.

b) **Budget :** *Indiquer le budget prévu pour le projet en utilisant les deux tableaux ci-dessous : (1) budget par produit ou activité et (2) par catégorie de dépense de l'ONU. Indiquer toute remarque supplémentaire éventuelle concernant l'échelle du budget et comment la rentabilité du projet est assurée (en se référant à la liste récapitulative de rentabilité).*

Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

Résultat/ Impact	Impact Name	Impact budget by RUNO (USD)	UN budget category (see table below for list of categories)	Any remarks (e.g. on types of inputs provided or budget justification)
TDC : Si le sentiment d'exclusion/marginalisation des populations transfrontalières est résorbé, et Si les conditions de vie des populations (en particulier les jeunes et les femmes) sont améliorées et leur confiance dans la capacité de l'Etat de livrer des services de base est renforcée, Alors les inventives à se livrer à des activités illicites ou d'extrémisme violent seront réduits, parce que les jeunes et les femmes auront d'autres moyens de gagner leur vie et seront moins exposés aux moteurs idéologiques de l'extrémisme violent, ce qui permettra de créer une dynamique de stabilisation dans cette zone transfrontalière sensible.				
Résultat 1 : *Les jeunes et les femmes, notamment ceux qui se sentent marginalisés sont de plus en plus impliqués dans les processus de prise de décision, adoptent des comportements civiques et entreprennent des activités génératrices de revenus.*				
Produit 1.	**Les centres multifonctionnels d'activités socio-économiques/ Cellule d'appui conseils pour les jeunes filles et garçons sont créés et/ou renforcés et fonctionnels.**			
Activité 1.1	Diagnostic des infrastructures existantes, des opportunités en formation et cartographie des acteurs associatifs sur la zone cible	30 000	- Contractual services - transfers and grants to counterparts	Financement d'expertises pour la réalisation de l'étude diagnostique ;

Activité 1.2	Renforcement des capacités (en personnel, matériel, réhabilitation d'infrastructures, gestion de centre de jeunes, activités sociales…) de 3 centres multifonctionnels. (1 par pays)	180 000	- Staff and other personnel - supplies - commodities, materials, equipment - Furniture's	Prise en charge de la réhabilitation, mise à disposition de matériels et équipements pour le bon fonctionnement des centres multifonctionnels et prise en charge du personnel.
Activité 1.3	Formation qualifiante/continue, en entreprenariat et soutien aux initiatives socio-culturelles de 450 jeunes (150 par pays) et fourniture de kits individuels adaptés / coaching des jeunes bénéficiaires de kits fournis au préalable par l'Etat pour le suivi de leur activités et renforcement de capacités, recadrage à moyen terme. Mise en place de groupe de jeunes volontaires intercommunautaires chargés de l'entretien/permanence des Centres	300 000	-Contractual services; -Transfers and Grants to Counterparts	- Financement des Expertises de consultants pour la conduite des formations et prise en charge de l'entretien des centres ;
	Sous total 1	**510 000**		
Produit 2:	**Les mécanismes transfrontaliers de sensibilisations à l'engagement civique et social sont renforcés**			-

Activité 2.1	Développement et mise en œuvre d'un plan de communication et de sensibilisation à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix	10 000	- Contractual services	Prise en charge expertise pour l'élaboration du plan de communication et de sensibilisation
Activité 2.2	Identification et renforcement des capacités de 6 associations et structures de jeunes (2 par pays) et de femmes existantes et actives dans le domaine de la résolution des conflits et/ou de la consolidation de la paix	60 000	-commodities, materials, equipment - Furniture's	Prise en charge appui logistique et technique.
Activité 2.3	Conduite de 3 campagnes par pays de sensibilisation dans les radios communautaires et zones de rencontres transfrontalières sur l'engagement civique, la paix et la sécurité.	60 000	-Contractual services	Prise en charge des missions de sensibilisation et des prestations de service de communication.
	Sous total 2	**130 000**		
Produit 3	**Les jeunes filles et garçons sont impliqués dans les processus de prise des décisions dans leurs**			

	communautés.			
Activité 3.1	Organisation de 2 ateliers par pays de dialogue entre jeunes et autorités locales et coutumières sur les défis liés à la marginalisation socio-politique et la sécurité et mise en œuvre des recommandations	40 000	-Supplies, Commodities, material, - Contractual services	Appui technique et logistique pour l'organisation des ateliers
Activité 3.2	Appui à la mise en place d'une cellule de veille et d'alerte précoce par les jeunes (une cellule par pays)	60 000	- Supplies, Commodities, material -	- Prise en charge de l'appui technique et logistique pour la mise en place des cellules de veille ;
	Sous total 3	**100 000**		
Résultat 2 : *La sécurité communautaire dans les zones frontalières des trois pays est renforcée à travers la collaboration entre les FDS et les autorités administratives et locales, entre les FDS et les populations et entre les populations frontalières.*				
Produit 1	**Des réunions de coopération et de coordination entre les FDS et les autorités administratives et locales des trois pays sont organisées.**			
Activité 1.1	Organisation de trois réunions tripartites de concertation et de coordination durant les 18 mois entre les autorités administratives et les FDS sur l'échange de bonnes pratiques	150 000	-Contractual services -Travel	Appui technique et logistique pour l'organisation des réunions de concertation entre les autorités administratives et les FDS.

	sur la gestion des risques liés aux menaces sécuritaires émergentes			
	Organisation de trois réunions des municipalités frontalières des trois pays.	45 000	Contractual services -Travel	Appui technique et logistique pour l'organisation des 3 réunions des municipalités frontalières.
	Organisation de trois sessions de formation conjointe sur des thématiques en lien avec la gestion des frontières au profit des FDS.	90 000	-Contractual services -Travel	Appui technique et logistique pour l'organisation des sessions de formation.
	Sous total 3	**285 000**		
Produit 2	**La collaboration est instaurée entre les FDS et les populations civiles à travers des activités de masse et des campagnes de sensibilisation**			
Activité 2.1	Organisation de trois travaux d'intérêt communautaire (assainissement et réhabilitations) impliquant les FDS et les populations dans chaque pays.	120 000	commodities, materials, equipment - Furniture's	Prise en charge appui logistique pour les travaux d'intérêt communautaire
Activité 2.2	Organisation de trois activités bilatérales (transfrontalières) socio-sportives entre FDS et	70 000	commodities, materials, equipment - Furniture's	Prise en charge appui logistique pour les activités sportives et des frais de déplacement

	populations.		-Travel	
Activité 2.3	Organisation d'ateliers conjoints de formation FDS / populations réfugiées et déplacées dans les principaux sites d'accueil (deux au Burkina, un au Niger) sur le droit international des réfugiés, la facilitation du rapatriement et le respect des lois dans les pays d'accueil.	30 000	Contractual services -Travel	Prise en charge appui technique et logistique, frais de déplacement pour les ateliers conjoints.
Activité 2.4	Formation des acteurs des radios communautaire à la production de message favorable à la paix, la sécurité et la cohésion sociale	50 000	Contractual services -Travel	Prise en charge frais expertise et frais communication
	Sous total 4	**270 000**		
Produit 3	**Les capacités des communautés sont renforcées à travers des formations sur la paix et la sécurité, des comités locaux d'alerte précoces et de consolidation de la paix sont mis en place et fonctionnels.**			
Activité 3.1	Organisation à l'intention des leaders communautaires et OSC	60 000	Supplies, Commodities, material,	Appui logistique et technique pour l'organisation pratique des ateliers

	de trois ateliers sur la vulgarisation des textes régissant la coopération transfrontalière entre les trois Etats.		- Contractual services -Travel	
Activité 3.2	Organisation de deux tribunes citoyennes dans chaque pays des acteurs (maires leaders communautaires et religieux, les OSC, services techniques déconcentrés,)	60 000	Supplies, Commodities, material, - Contractual services	Appui logistique et technique pour l'organisation des tribunes
Activité 3.3	Mise en place et renforcement des capacités de comités locaux d'alerte précoce et de la consolidation de la paix.	90 000	- Contractual services -Transfers and Grants to Counterparts	Prise en charge expertise et appui logistique et technique pour la mise en place des comité locaux.
	Sous total 5	**210 000**		
Résultat 3 : *Les conflits entre communautés transfrontalières liés à la transhumance sont réduits par une meilleure gestion des ressources naturelles.*				
Produit 1 :	**Les couloirs de transhumance sont créés et viabilisés.**			
Activité 3.1	Réalisation d'une étude de faisabilité, d'identification et de traçage des couloirs de transhumance (y compris les infrastructures à réaliser)	50 000	-Contractual services -Travel	Prise en charge expertise pour la réalisation de l'étude
Activité 3.2	Réalisation du balisage des couloirs de transhumance et des	200 000	Contractual services -Travel	Prise en charge des travaux de balisage des couloirs, appui technique et logistique

	infrastructures de viabilisation dans les trois pays (6 points d'eau ; 6 parcs de vaccination ; 3 aires de repos ; 3 zones pastorales de 10 ha scarifiées)			
Activité 3.3	Création de douze comités locaux mixtes de gestion des infrastructures réalisées/réhabilitées	32 000	- Transfers and Grants to Counterparts	Prise en charge appui technique et logistique pour la mise en place des comités locaux mixtes.
	Sous total 6	**382 000**		
Produit 2	**Les acteurs sont formés et informés sur les règlementations et coutumes relatives à la gestion des ressources naturelles**			
Activité 2.1	Organisation de six sessions (100 participants par session) de vulgarisation des textes relatifs à la transhumance en langues locales dans les trois pays	60 000	-Supplies, Commodities, material, - Contractual services	Prise en charge de l'expertise technique pour l'organisation des sessions de vulgarisation des textes et appui logistique.
Activité 2.2	Réalisation de six sessions de formation aux acteurs (50 participants par session) identifiés sur les règlementations et coutumes relatives à la transhumance	45 000	-Supplies, Commodities, material, - Contractual services	Prise en charge expertise, appui logistique pour les formations.
Activité 2.3	Réalisation de six campagnes de sensibilisation relative à la	60 000	-Supplies, Commodities, material,	Prise en charge appui technique et appui logistique des campagnes de sensibilisation

	transhumance dans la zone transfrontalière à travers plusieurs méthodologies (focus groupes ; radios communautaires ; sensibilisation de masse ; boites à images)		- Contractual services	
	Sous total 7	**165 000**		
Produit 3	**Un mécanisme de gestion des conflits transfrontaliers liés à la transhumance et au vol de bétail est renforcé.**			
Activité 3.1	Création/renforcement des cadres de concertation existants des acteurs impliqués dans la transhumance	50 000	-Supplies, Commodities, material,	Prise en charge des réunions de concertations des acteurs.
Activité 3.2	Elaborer une stratégie commune aux trois pays sur la gestion des conflits liés à la transhumance et au vol de bétail	30 000	- Contractual services	Prise en charge expertise technique pour l'élaboration de la stratégie
Activité 3.3	Organisation trois rencontres d'échange ou des foras entre les éleveurs/transhumants sur les questions liées à la transhumance et au vol de bétail (A prendre en compte par le groupe 2)	30 000	-Supplies, Commodities, material,	Prise en charge des rencontres et appui logistique.

	Sous total 8	**110 000**		
Produit 4	**Les échanges culturels et économiques entre communautés concernées dans la zone transfrontalière sont promus.**			
Activité 4.1	Organisation /redynamisation les marchés transfrontaliers.	45 000	-Transfers and Grants to Counterparts	Prise en charge appui technique
Activité 4.2	Organisation d'une caravane de la paix dans chaque pays	30 000	-Supplies, Commodities, material,	Prise en charge appui logistique pour l'organisation de la caravane pour la paix.
Activité 4.3	Organisation de trois rencontres culturelles regroupant les communautés des trois pays ;	30 000	-Supplies, Commodities, material, -Travel	Prise en charge logistique et frais de déplacement pour les rencontres culturelles ;
	Sous total 9	**105 000**		
Coût de la Gestion du Projet	Personnel et autres employés	275 000	Staff and other personnel	Prise en charge des salaires du Coordonnateur (P4), de l'Assistant (e) et du Chauffeur ;
	Fournitures, produits de base, matériels	130 000	Supplies, commodities, material and equipment	Prise en charge fonctionnement unité (mobiliers de bureau, équipements informatique, location bureau, sécurité, carburant etc..).
	Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	53 000	Vehicles and furniture (including depreciation)	Un véhicule 4X4 et accessoires
	Services contractuels	45 000	Contractual services	Consultations pour le suivi évaluation du projet (un consultant sur trois mois étalés sur

				la durée du projet)
	Frais de déplacement	20 000	Travel	Frais de déplacement (DSA) équipe du projet.
	Sous total 10	**523 000**		
	Indirect costs and GMS will be charged in addition	**210 000**		7% du coût global du projet.
	Sous total			
TOTAL GENERAL		**3 000 000**		

**les jeunes les plus vulnérables incluront les réfugiés, retournés, déplacés internes ainsi que les femmes cheffe de foyer...*

**Le taux ne doit pas dépasser 7% du total des catégories de dépense 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémorandum d'accord du Fonds et doit suivre les règles et procédures de chaque entité bénéficiaire. Il faut noter que les coûts générés par l'entité et directement liés à la mise en œuvre du projet doivent être alloués aux lignes de budget correspondantes conformément aux règles et procédure de l'entité en question*

	Catégorie de dépenses	PNUD Burkina	PNUD Niger	PNUD Mali	Total en $
	1. Personnel et autres employés	91 667	91 666	91 666	275 000
	2. Fournitures, produits de base, matériels	301 668	301 666	301 666	905 000
	3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	17 668	17 666	17 666	53 000
	4. Services contractuels	375 000	375 000	375 000	1 125 000
	5. Frais de déplacement	6 668	6 666	6 666	20 000
	6. Transferts et subventions aux homologues	111 665	111 667	111 667	335 000
	7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	25 664	25 668	25 668	77 000
	Sous-total				
	8. Coûts indirects* (7%)	70 000	70 000	70 000	210 000
	TOTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	**3 000 000**

c) **Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et partenaires d'exécution :** *Cette section doit fournir une brève description de la capacité de l'entité de l'ONU bénéficiaire des fonds dans le pays, y compris son budget annuel (ordinaire et d'affectation spéciale) et son personnel. Elle doit décrire l'expertise de l'entité dans le domaine de la consolidation de la paix, son expérience en matière de projets de programmation effectués dans le cadre de collaborations ainsi qu'une présentation de ses atouts/sa valeur spécifique pouvant servir à la mise en œuvre du projet. Elle doit aussi décrire sa capacité en matière de suivi et d'évaluation. Cette section doit également présenter le(s) partenaire(s) d'exécution supplémentaire(s), y compris son (leur) rôle et expérience et dans quelle mesure l'entité assure la qualité de la prestation. Veuillez utiliser le tableau ci-dessous pour le budget de l'entité et rajouter une ligne pour chaque entité supplémentaire.*

Le projet sera mis en œuvre par le PNUD en tant qu'organisation des Nations Unies Récipiendaire) en étroite collaboration avec ses partenaires tels que l'OIM, l'UNHCR, en relation avec le Programme Régional Sahel, l'UNOWAS et l'ECOWAS. Le projet en tant que composante du portefeuille de la Gouvernance sera supervisé opérationnellement par les Directeurs Pays des trois pays avec l'appui d'un Project Management Specialist pour le Burkina et des Secrétariats PBF pour le Mali et le Niger. Il s'appuiera sur l'expertise déjà existante dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives transfrontalières (LOBI Initiative transfrontalière de Développement Local avec l'appui de l'UNCF et le projet Gestion des frontières et communautés frontalières dans le sahel sous financement du Japon). L'équipe de coordination du projet qui sera basée au Burkina Faso (Dori) sera composée d'un Coordonnateur international, de cinq VNU Assistants communautaires dont un avec un profil de M&E, d'un Assistant(e) et d'un chauffeur. L'équipe du projet rapportera Directement au Coordonnateur Résident pour les aspects liés aux orientations stratégiques de mise en œuvre du projet. Pour les aspects de gestion opérationnelle, les secrétariats PBF du Mali, du Niger et le /gestionnaire de projet du Burkina devront travailler en collaboration avec les Teams Leaders/Conseillers en gouvernance du PNUD.

Le Coordonnateur International sera placé sous la supervision de la Coordonnatrice Résidente du Burkina Faso et produira un rapport mensuel d'activités selon ses termes de référence et son plan individuel/annuel de travail. Les autres membres de l'équipe y compris les 15 VNUs seront placés sous la supervision du Coordonnateur International.

Des expertises additionnelles nationales ou internationales selon les domaines spécifiques d'intervention seront contractées pour appuyer l'équipe de gestion. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger procéderont au recrutement de cinq VNUs Assistant Communautaires chacun selon les règles et procédures du PNUD. Afin de ne pas retarder le processus de mise en place de l'équipe, le recrutement du Coordonnateur International P4 se fera par un « Desk Review ».

Tableau 4 : Aperçu général du financement des entités de l'ONU dans le pays

RUNO		**Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)**	**Budget annuel ordinaire en dollars US**	**Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)**
PNUD Burkina	Année financière précédente	Union Européenne, GEF, Global Fund, CPR TTF, Japan	5 722 591	Non avalable
	Année financière en cours	Union Européenne, GEF, Global Fund	4 937 408	Non avalable
PNUD Niger	Année financière précédente	Japon, PBF	5 176 826	Non avalable
	Année financière en cours	Japon, PBF, Danemark, Luxembourg	6 623 216	Non avalable
PNUD Mali	Année financière précédente	Gvt Mali, UNW, Global Fund, UNTFHS,	47.313.680	Non avalable
	Année financière en cours	Netherlands, Norway, Germany, Climate Fund	45.846.777	Non avalable

III. Gestion et Coordination

En tant que projet conjoint transfrontalier entre le Burkina le Mali et le Niger, afin de simplifier la communication entre les trois pays d'exécution d'une part et le PBSO d'autre part, des lignes claires de gestion et de communication - y compris l'identification des pistes de gestion - seront essentielles. Le Burkina Faso sera le pays lead pour la gestion opérationnelle du projet. À cet égard, il hébergera **l'Unité de Coordination Transfrontalière (UCT)** du projet à Dori. Cette unité de gestion sera prise en charge financièrement par les trois pays selon la modalité de gestion parallèle des fonds. Compte tenu du fait que le personnel de cette unité sera géré par le Burkina Faso, ce dernier recevra des deux autres pays un COA afin de faire face aux dépenses liées à la bonne marche de cette unité. Le Burkina Faso coordonnera également l'élaboration des rapports semestriels et annuels conjoints des trois pays à

soumettre au PBSO. Il élaborera le plan de travail annuel et s'occupera de l'organisation des réunions du **Comité de Pilotage Transfrontalier (CPT)** du projet. Le comité de pilotage transfrontalier se réunira tous les trois mois sur une base rotative. La première réunion se tiendra au Burkina-Faso, la deuxième au Mali et la troisième au Niger. Au niveau des pays, le PNUD est l'agence lead et jouera un rôle de coordination. Toutefois, la prise de décisions de gestion de l'ensemble du projet incombera au comité de pilotage transfrontalier. La Plate-forme de coordination ministérielle des stratégies du sahel et ses mécanismes qui est un cadre politico diplomatique permettant aux pays du Sahel, organisations régionales et internationales, partenaires bilatéraux et multilatéraux de discuter et traiter des questions communes de la région du Sahel sera utilisée pour assurer la communication sur le projet à un haut niveau stratégique. Les groupes thématiques de travail présidés par les trois pays serviront de cadre d'échanges au niveau technique. il s'agit du groupe de travail sur la gouvernance qui sera présidé par le Burkina Faso avec l'appui de l'UNDP, BAD & ECOWAS ; le groupe de travail sécurité qui sera dirigé par le Mali avec l'appui du G5 Sahel, UA, UE & UNODC et le groupe de travail développement dont la Mauritanie assurera la présidence avec l'appui de la BAD, le BID et le groupe de travail résilience qui qui sera dirigé par le Niger et appuyé par la BM et OCHA.

Pour assurer la coordination entre les contributions du PBF et les projets sélectionnés financés, les mécanismes de coordination ci-dessous serviront également pour la gestion du projet. Il s'agit notamment des plans de travail annuels conjoints, des rapports semestriels et annuels consolidés et le développement d'un cadre de résultats conjoint.

Organisation des Structures de Gestion du Projet

i. Au sommet de la gestion du projet on aura le **Comité de Pilotage Transfrontalier (CPT)** qui traitera des questions stratégiques et politiques. Le Comité de Pilotage Transfrontalier sera composé des parties prenantes nationales désignées du Burkina-Faso, du Mali et du Niger à raison d'un représentant et des représentants nationaux des agences bénéficiaires des Nations Unies (RUNO). Le CPT se réunira trois fois sur une base rotative tous les six mois Au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il sera également présidé par le pays hôte de la réunion du projet transfrontalier. Les réunions seront organisées par **l'Unité de Coordination Transfrontalière (UCT)** et de suivi des projets transfrontaliers en collaboration avec les Secrétariats du PBF, avec l'appui du pays hôte. L'Unité de Coordination Transfrontalière et le Secrétariat PBF soutiendront la préparation et l'organisation des réunions, y compris la proposition du projet d'ordre du jour et de la rédaction du projet de procès verbal de la réunion qui sera approuvé et signé par les membres du Comité de Pilotage Transfrontalier. Le procès verbal final de chaque réunion du comité de Pilotage Transfrontalier sera transmis au PBSO au plus tard une semaine après la réunion.

ii. Au Burkina-Faso, Mali et Niger les Comités Conjoints de Pilotages PBF constitués des représentants des agences récipiendaires des Nations Unies continueront à jouer pleinement leurs rôles et responsabilités, notamment en fournissant des orientations stratégiques pour les activités au Burkina-Faso, Mali et Niger, en approuvant les plans de travail (trimestriels et annuels), en validant les rapports d'avancement du projet. Les décisions prises au niveau national seront discutées lors de la réunion du Comité de Pilotage Transfrontalier (CPT) transfrontalier pour examen et approbation.

iii. Une unité de coordination et de suivi du projet transfrontalier dénommée **Unité de Coordination Transfrontalière (UCT)** sera basée à Dori au Burkina Faso pour suivre la mise en œuvre efficiente et fournir une assurance technique et de qualité au niveau des résultats et des extrants

transfrontaliers. Elle sera composée d'un Conseiller Technique en chef de niveau P4 (qui dirigera l'UCT et rendra compte directement au **Comité de Pilotage Transfrontalier** et au **Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies**), d'un assistant administratif et financier (G5) d'un chauffeur du projet. Au niveau des pays, 15 VNU nationaux (cinq pour chaque pays dont un avec un profil M&E) seront recrutés et placés dans les sites d'exécution des projets sélectionnés en tant **qu'Assistants Communautaires du Projet Transfrontalier** afin de faciliter la mise en œuvre quotidienne des différentes composantes du projet. Dirigé par le CTP, **l'Unité de Coordination Transfrontalière (UCT)** travaillera étroitement avec les différents représentants des pays des organisations récipiendaires des Nations Unies, des VNU assistants communautaires du projet transfrontalier, y compris des partenaires de la société Civile. L'Unité de Coordination Transfrontalière bénéficiera des appuis de l'Expert International Suivi-évaluation du Secrétariat PBF du Niger qui appuiera également les VNU assistants communautaires pays.

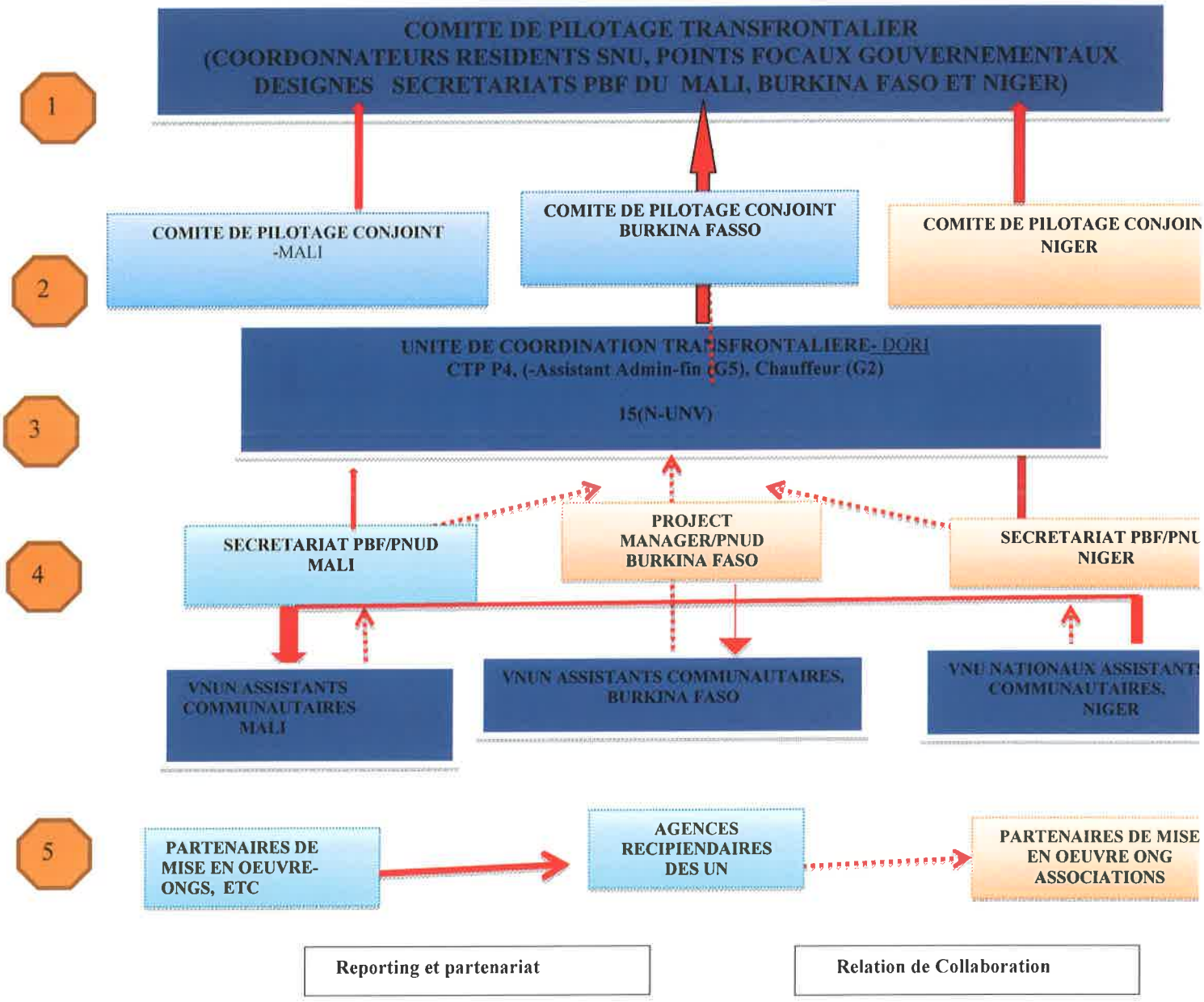
Dans l'ensemble, les responsabilités de l'**Unité de Coordination Transfrontalière (UCT)** comprendront :

i. Assurer la gestion globale du projet et sa mise en œuvre.
ii. Examiner les rapports d'étapes des différentes agences récipiendaires et faire des recommandations aux partenaires d'exécution ;
iii. Assurer le contrôle de qualité de tous les documents produits par les équipes pays ;
iv. Produire des rapports annuels et semestriels consolidés du projet et fournir un rapport en temps voulu aux trois coordonnateurs résidents et au PBF selon les besoins ;
v. Préparer des recommandations techniques au Comité de Pilotage Transfrontalier du projet ;
vi. Assurer le suivi et la mise en œuvre des recommandations du Comité de Pilotage Transfrontalier ;
vii. Effectuer régulièrement des visites sur le terrain pour évaluer l'avancement des activités et faire des recommandations aux partenaires d'exécution et aux comités conjoints de pilotage et au Comité de Pilotage Transfrontalier ;
viii. préparer l'ordre du jour de la réunion de la Comité de Pilotage Transfrontalier ainsi que les termes de référence pour les missions d'évaluation ;
ix. produire les Procès verbaux des réunions du comité de pilotage en étroite collaboration avec le secrétariat PBF qui accueille la réunion ;
x. Faire le suivi de l'approbation et de la signature du procès verbal de la réunion du comité de pilotage ;
xi. La préparation et l'organisation des réunions seront confiées aux Pays hôtes ainsi que les différents budgets.

Au niveau pays, les **secrétariats PBF/Gestionnaire du projet pour le Burkina** continueront à jouer leurs rôles et responsabilités comme l'appui technique au Comité Conjoint de Pilotage et la liaison avec PBSO.

Des VNU nationaux **Assistants Communautaires** du projet transfrontalier seront recrutés pour un total de 15 VNU soit 5 par pays et placés au niveau des communes d'interventions du projet. Ils auront pour mission d'assurer les synergies des activités implémentées par les agences de mise en œuvre récipiendaires. Ils seront placés sous la supervision de l'agence lead du pays. Ils seront membres de l'Unité de Coordination Transfrontalière du projet. Ils disposeront d'outils de collecte des données qu'ils transmettront concomitamment à l'UCT et aux récipiendaires dans les pays.

Organisation et Structuration



Gestion des risques:

a) **Tableau 5 – Matrice de gestion des risques**

Un certain nombre de scénarii peuvent avoir un impact négatif sur les activités planifiées dans ce projet transfrontalier. Il s'agit de politiques, de sécurités, sociales et de gestion. Ceux-ci incluent, sans s'y limiter :

Risques	Probabilités (haute, moyen, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
En raison des retards dans la mise en œuvre du programme de cantonnement au Mali, la possession illégale d'armes à feu dans les communautés frontalières, les incidents de sécurité, y compris les incursions transfrontalières survenant le long des frontières entre le Mali et le Niger pourraient avoir un impact sur les efforts de paix et de sécurité dans les deux pays.	Moyen	Haute	Surveillance systématique des dynamiques de sécurité, y compris les violences intra-communautaires potentielles, aux frontières nationales et transfrontalières et leur impact potentiel sur le projet pour s'assurer que les mesures d'atténuation sont prises en temps opportun. Les dirigeants des communautés et les ONG seront invités par le Comité Conjoint de Pilotage à l'intérieur du pays à analyser les risques lorsque des signes d'agitation apparaissent.
L'engagement insuffisant et la faible coopération des Gouvernements et du secteur privé, ainsi que des bénéficiaires, pour remplir leur rôle et honorer leurs engagements.	Moyen	Haute	Sensibilisation, engagement / dialogue avec les partenaires pour solliciter leur pleine participation et engagement envers leurs rôles et responsabilités, y compris la libération de terre et d'espace pour les interventions pertinentes.
Les moyens de subsistance limités et les facteurs socio-économiques persistants restent des sources critiques de conflits et de tensions à travers les frontières et doivent être abordés de manière holistique avec les interventions normatives de promotion de la paix, y compris le respect des droits de l'homme.	Haute	Haute	Les efforts de mobilisation des ressources continueront d'être intensifiés pour faire face à ces facteurs de conflit, afin de compléter d'autres interventions de renforcement de la sécurité des frontières, déjà financées, comme ce projet.
L'inaccessibilité aux zones du projet en raison de mauvaises routes ou de leur absence, ou des menaces liées à la sécurité peut entraver la mise en œuvre Moyen de certaines Haute activités au Niger et au Mali de la frontière	Moyen	Haute	De vastes efforts de planification permettront de s'assurer que, pour les secteurs qui sont hors de portée, les organisations communautaires sont utilisées pour mettre en œuvre des activités ciblées. Si nécessaire, la MINUSMA aidera à mobiliser les forces de sécurité pour faciliter le transport vers les zones du projet.

b) **Suivi et évaluation :**

Une attention particulière sera portée sur le suivi évaluation et l'utilisation efficiente des ressources affectées au projet. Les agences récipiendaires développeront un plan de suivi-évaluation durant les trois (3) premiers mois de la mise en œuvre du projet (formulaire 4.1 du PBF) décrivant la méthodologie de S&E, les responsabilités, le budget et les échéances. L'Expert International Suivi-évaluation du Secrétariat PBF Niger appuiera en termes de renforcement des capacités la coordination régionale et les VNU assistants communautaires recrutés dans les différents pays dans la conception la mise en place et le suivi des différents outils.

Durant les trois (3) premiers mois de la mise en œuvre du projet les agences sont responsables d'effectuer régulièrement avec les partenaires de mise en œuvre un suivi axé sur les résultats y compris d'élaborer une situation de référence du projet.

Le projet assurera la mise en place de mécanismes de gestion fonctionnelle, de suivi et évaluation à tous les niveaux, en accordant une attention particulière: i) à l'efficience dans la gestion des ressources financières; ii) à l'efficacité des actions entreprises et la qualité des résultats annuels et finaux; (iii) à la planification annuelle par la production des Plans de Travail Annuels et la mise à jour des données, iv) à l'examen périodique et les missions conjointes sur le terrain, la documentation des bonnes pratiques et leur dissémination (v) les synergies entre les différentes composantes du projet avec d'autres projets PBF et d'autres projets de consolidation de la paix financés par d'autres partenaires.

1. **Coordination avec le chargé de suivi et évaluation de l'unité régionale de gestion du projet**

Le projet dans son ensemble fera l'objet d'un suivi permanent et régulier de la part des agences de concert avec l'unité régionale du projet et les autres acteurs de mise en œuvre au Burkina, Mali et au Niger. Tous les rapports seront transmis au responsable VNU Monitoring et Évaluation (M&E) de l'unité régionale de gestion du projet, qui aura la responsabilité de les analyser avec toutes les autres informations collectées sur l'avancement des activités, et de rendre compte de ses recommandations aux agences.

2. **Missions de suivi**

Des missions conjointes seront ainsi organisées de façon régulière sur le terrain dans les trois pays la coordination régionale pourra également s'associer aux différentes équipes des missions. Ces visites donneront lieu à des rapports succincts dans lesquelles les observations seront collectées quant aux progrès réalisés selon des objectifs prédéterminés. Ces missions externes seront également complétées par un suivi étroit du comité de pilotage régional et des agences concernées afin notamment de faciliter l'élaboration des rapports narratifs et financiers finaux.

3. **Production des rapports semestriels et annuels**

Le projet produira chaque semestre un rapport semestriel au 15 juillet et un rapport annuel au 15 novembre qui devront être approuvés par le comité régional du projet et transmis à PBSO et MPTF-O. Les agences de mise en œuvre au Burkina, Mali et Niger et leurs chargés de suivi-évaluation devront transmettre au responsable suivi-évaluation de la coordination régionale des rapports succincts avec des données désagrégées par sexe. Le responsable suivi-évaluation du bureau régional concevra des outils de collecte qu'il transmettra aux pays. Le responsable suivi-évaluation de la coordination régionale est chargé de l'élaboration de tous les rapports et du contrôle de qualité.

4. Production du rapport final

Le projet fournira un rapport final trois mois après la fin du projet. Si la fin du projet coïncide avec le rapport annuel du projet celui-ci peut être considéré comme le rapport final du projet.

5. Évaluation finale

Durant la phase de clôture du projet, une évaluation externe finale sera réalisée pour analyser l'ensemble des résultats atteints par rapport aux objectifs spécifiés dans la proposition de projet initial ou revu. Un consultant international sera recruté pour sa réalisation. L'agence lead va prendre en charge ses honoraires et assurer la coordination du processus. PBSO devra être consulté pendant la préparation des TDR de l'évaluation finale. Le rapport de l'évaluation sera soumis au comité de pilotage pour validation finale. Cette évaluation finale doit être transmise à PBSO qui la publiera sur son site internet. Les couts de l'évaluation sont à la charge du projet.

c) **Dispositions administratives** (paragraphe normalisé – ne pas supprimer)

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix, et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémorandum d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds » (2008)[7] (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluri donateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds :

- Débourser des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés ;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés ;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde);

Débourser des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux règles du Fonds.

[7] Disponible à l'adresse suivante : http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA.-10.30.2008.doc

Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du Fonds. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet ;
- Des rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre au plus tard le 15 novembre ;
- Des rapports d'activité narratifs finaux (de fin de projet), à soumettre au plus tard dans un délai de 3 mois après la clôture opérationnelle du projet ;
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le Fonds, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril);
- Des rapports narratifs finals, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 4 mois (30 avril), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question. Le rapport final contiendra un résumé des réalisations et résultats en regard des buts et objectifs du Fonds ;
- Des états financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question ;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

Information du public

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (http://unpbf.org) et sur le site de l'Agent administratif (http://mptf.undp.org).

Annexe B – Cadre de résultats du projet IRF

Nom des pays : Burkina Faso, Mali, Niger											
Dates du projet :											
Théorie de changement pour l'IRF : « Si le sentiment d'exclusion/marginalisation des populations transfrontalières est amélioré , et Si les conditions de vie des populations (en particulier les jeunes et les femmes) sont améliorées et leur confiance dans la capacité de l'état à fournir des services sociaux de base (santé, éducation, emploi) est renforcée, alors les intentions et le désir de se livrer à des activités illicites ou d'extrémisme violents seront réduits, parce qu'ils se sentiront impliqués et acteurs de la vie de leurs communauté »											
Résultats	**Produits**	**Indicateurs**	**Mode de vérification**	**Année 1**				**Année 2**			**Etapes**
Description du résultat 1 : Les jeunes et les femmes, notamment ceux qui se sentent marginalisés sont de plus en plus impliqués dans les processus de prise de décision, adoptent des comportements civiques et entreprennent des activités génératrices de revenus.		Indicateur de résultat 1a : % de confiance des populations (jeunes, femmes) en la capacité des autorités locales et nationales à améliorer leurs conditions de vie (à désagréger par sexe et age) Niveau de référence : (à déterminer) Cible (à déterminer) Indicateur de résultat 1b : % des membres des communautés qui jugent satisfaisants les mécanismes	Rapports enquêtes de perception	X	X	x	x	x	x		

		transfrontaliers de sensibilisation des jeunes (à désagréger par sexe et âge) Niveau de référence : (à déterminer) Cible (à déterminer) Indicateur de résultat 1c : % des jeunes ayant reçu des formations qui deviennent membres dans les instances décisionnels des communautés (à désagréger par sexe et âge) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)										
	Produit 1.1 Les centres multifonctionnels d'activités socio-économiques/Appui conseil pour les jeunes filles et garçons sont crées et fonctionnels	Indicateur de résultat 1.1.1 : Nombre de jeunes formés dans les centres de formations multifonctionnels et en emploi qui participent à la vie économique des communautés.	Rapport des formations Fiches de formations enquêtes	x	x	x	x	x	x	x		

		(à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)									
				x	x	x	x	x	x	x	
	Produit 1.2 Les mécanismes transfrontaliers de sensibilisations à l'engagement civique et social sont renforcés	Indicateur de résultat 1.2.1 : Nombre de jeunes sensibilisés par les campagnes/caravanes sur l'importance de la préservation de la paix et les dangers du terrorisme Niveau de référence : (à préciser) Cibles : (à préciser)	Rapports des campagnes enquêtes	x	x	x	x	x	x	x	
		Indicateur de résultat 1.2.2 : % des membres des communautés jugeant satisfaisants les campagnes de sensibilisation menées (à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	Rapports enquêtes	x	x	x	x	x	x	x	
	Produit 1.3 : Les jeunes filles et garçons	Indicateur de résultat 1.3.1 : % de personnes	Rapports des enquêtes	x	x	x	x	x	x	x	

	sont impliqués dans les processus de prise des décisions dans leurs communautés	jugeant efficaces et faisant confiance aux décisions issus des instances de décisions impliquant les jeunes (à désagréger par sexe) Niveau de référence : à déterminer Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)										
		Indicateur de résultat 1.3.2 : Nombre d'incidents violents répertoriés par les cellules de veille et résolus Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	Rapports de police/Gendarmerie Enquêtes	x	x	x	x	x	x	x		

Description du résultat 2 : La sécurité communautaire dans les zones frontalières des trois pays est renforcée à travers la collaboration entre les FDS et les autorités administratives et locales, entre les FDS et les populations et entre les populations frontalières		Indicateur de résultat 2a : % de personnes estimant que la confiance est renforcée entre les FDS et les populations locales et que la sécurité des zones frontalières est stable (à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer) Indicateur de résultat 2b : % des autorités traditionnelles et locales qui estiment contribuer à la consolidation de la paix dans les zones frontalières (à désagréger par sexe) Niveau de référence :(à déterminer) Cible : (à déterminer) Indicateur de résultat 2c : % de diminution des actes illicites (vols	Enquêtes									

		agressions, petits trafics, enrôlement dans les groupes impliquant des jeunes (filles et garçons) dans les communautés pendant la durée du projet Niveau de référence :(à déterminer) Cible : (à déterminer)										
	Produit 2.1 : des réunions coopération et de coordination entre les FDS et les autorités administratives et locales des trois pays sont organisées	Indicateur de résultat 2.1.1 : % de FDS et autorités administratives jugeant satisfaisants les mécanismes de coordination (à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	Rapports, Enquêtes	x	x	x	x	x	x			
		Indicateur de résultat 2.1.2 : Nombre d'incidents sécuritaires résolus par la coordination des FDS et des autorités administratives	Rapports, Enquêtes	x	x	x	x	x	x			

		Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)									
	Produit 2.2 : collaboration est instaurée entre les FDS et les populations civiles à travers des activités de masse, des campagnes de sensibilisation	Indicateur de résultat 2.2.1 : Nombre de personnes mobilisées par les activités de masses entre FDS et populations (à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	Rapports des travaux Photos et vidéo	x	x	x	x	x			
		Indicateur de résultat 2.2.2 : % de jeunes et de femmes ayant participé aux activités de masses estimant que cela permet de restaurer la confiance avec les FDS (à désagréger par âge et sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	Rapports Enquêtes	x	x	x	x	x			
	Produit 2.3 :	Indicateur de résultat	Rapports de	x	x	x	x	x			

	Les capacités des communautés sont renforcées à travers des formations sur la paix et la sécurité, des comités locaux d'alerte précoces et consolidation de la paix sont mis en place et fonctionnels	2.3.1 : Nombre de personnes formées sur les thèmes de paix et de sécurité au sein des communautés et des comités d'alerte précoces (à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	formation Enquêtes								
		Indicateur de résultat 2.3.2 : % de satisfaction des personnes formées sur les enjeux de la sécurité et mettant en pratique les enseignements reçus (à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	Rapports des tribunes Photos et vidéo Fiche de présence	x	x	x	x	x			
Description du résultat 3 : Les conflits entre communautés transfrontalières liés à la transhumance sont		Indicateur de résultat 3a : % de conflits liés à la transhumance réduit depuis la mise en œuvre du projet Niveau de référence (à	Enquêtes					x	x	x	

réduits par une meilleure gestion des ressources naturelles		déterminer) Cible : (à déterminer) Indicateur de résultat 3b : % de la population des zones frontalières informés sur la législation liée à la transhumance et qui applique les textes (à désagréger par sexe) Niveau de référence : à déterminer Cible : à déterminer Indicateur de résultat 3c : % de conflits liés à la transhumance résolus par les comités formés/renforcés Niveau de référence : (à déterminer) Cible : (à déterminer)	Rapports du projet								
	Produit 3.1 : Les couloirs de transhumance sont créés et viabilisés	Indicateur 3.1.1 : Nombre de kilomètres de couloirs de transhumance créés et viabilisés par le projet Cible : (à déterminer) Niveau de référence :(à									

		déterminer)											
	Produit 3.2 : Les acteurs sont formés et informés sur les règlementations et coutumes relatives à la gestion des ressources naturelles	Indicateur 3.2.1 : Nombre de personnes formées dans les communautés ciblées sur les réglementations relatives à la gestion des communes et participant à la réduction des conflits (à désagréger par sexe) Niveau de référence : (à déterminer) Cibles : (à déterminer)	Rapports du projet et d'enquêtes				x	x	x	x			
	Produit 3.3 : Un mécanisme de gestion des conflits transfrontaliers liés à la transhumance est opérationnel	Indicateur 3.3.1 : Nombre de conflits résolus par les mécanismes et acceptés par les agriculteurs et les éleveurs dans les communautés. Niveau de référence : (à déterminer) Cible (à déterminer)	Rapports du projet Enquêtes				x	x	x	x			